

L'ONU salue une évolution positive dans le processus électoral au Burundi

PANA, 13 juin 2014 Bujumbura, Burundi - Le Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB) "salue" la signature récente par le pouvoir, la Commission électorale nationale indépendante (CENI), l'ensemble des partis et acteurs politiques des principes généraux pour la bonne conduite des élections de 2015, a-t-on appris de source diplomatique à Bujumbura. Dans le jargon politique local, le concept nouveau d'"acteurs politiques" désigne d'anciens leaders historiques de partis politiques qui ont été, entre temps, vaincus par des dissidents qu'on dit généralement pro-pouvoir.

Dans un communiqué de presse dont une copie est parvenue, jeudi à la PANA, le BNUB félicite le gouvernement, les partis et acteurs politiques pour cette "importante avancée" à laquelle ont collaboré une quarantaine de partis politiques qui sont reconnus au Burundi. Le BNUB encourage les signataires à poursuivre dans la voie du dialogue et à respecter pleinement ce code de conduite dans toutes les étapes du processus électoral pour des élections libres, transparentes, crédibles, inclusives et paisibles, en 2015. Le BNUB appelle les différentes parties prenantes à sensibiliser leurs membres, en particulier les jeunes, au respect des droits civils et politiques et à s'opposer à la violence comme mode d'expression politique. Dans cette course contre la montre pour être à l'heure du rendez-vous de 2015, note que le code de bonne conduite est le second texte d'importance à voir le jour, peu de temps après la promulgation du code électoral dont les principales innovations portent sur le regroupement de certains scrutins, l'usage du bulletin de vote unique pour faire économie du temps et de l'argent. La cartographie électorale est un autre motif de satisfaction pour la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui sait déjà localiser, "les yeux fermés", les 12.000 bureaux de vote installés dans 3.800 centres de vote destinés à accueillir les quelque 4.200.000 futurs électeurs au Burundi. Par contre, rien n'est encore sûr du temps de recensement des quelque 60 millions de dollars US destinés au financement des élections qui sont attendus, en grande partie, de l'extérieur. D'autres étapes restent à franchir comme la mise en place des délimitations provinciales et communales de la CENI, le recensement des électeurs, la mise à jour du fichier électoral ou encore la délivrance de la carte d'électeur, à moins d'une année des prochaines consultations populaires.